



**HAL**  
open science

## République

Sophie Guérard de Latour

► **To cite this version:**

Sophie Guérard de Latour. République. Mayer, Nonna; Corcuff, Philippe; Policar, Alain. Les mots qui fâchent : contre le maccarthysme intellectuel, Éditions de l'Aube, pp.153-158, 2022, 2815948664. halshs-04037890

**HAL Id: halshs-04037890**

**<https://shs.hal.science/halshs-04037890v1>**

Submitted on 27 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

P. Corcuff, N. Mayer, A. Policar (dir.)

*Les mots qui fâchent. Contre le maccarthysme intellectuel*  
Editions de l'Aube, p. 153-158

« République »

Sophie Guérard de Latour, ENS de Lyon-Triangle UMR 5206

A en croire des discours alarmistes récents, la République française serait en danger et le danger serait de triple nature. Il serait d'abord politique, lié à la violence du terrorisme islamiste qui exposerait la République au projet théocratique de fous de Dieu rêvant d'en finir avec un régime de mécréants. Il serait ensuite social et culturel, causé par les progrès du communautarisme, musulman au premier chef, qui détournerait les croyants de la cité et nourrirait la radicalisation. Il serait enfin intellectuel et moral, aggravé par les travaux sur l'intersectionnalité et le décolonialisme conduits par des chercheurs ayant sacrifié la science au militantisme. Ces derniers, soutient-on, seraient responsables du mal qu'ils prétendent combattre parce que leurs analyses participeraient activement à l'ethnisation de la société française, parce qu'en cédant à l'obsession de la « race », ils menaceraient de « casser la République en deux ».

Or de quelle « République » parle-t-on ici ? Manifestement, l'enjeu n'est pas seulement celui du *régime républicain*, c'est-à-dire des institutions de l'État de droit démocratique, lequel est effectivement la cible des terroristes. C'est surtout *le modèle républicain*, typique de la culture politique française, qui serait menacé par les replis communautaires et trahi par des intellectuels jugés coupables de les encourager, en attisant la haine des immigrés postcoloniaux et de leurs descendants contre la République. Ce modèle républicain défend une conception robuste de l'intégration nationale qui met l'accent sur la nécessité de transcender les particularismes ethniques en vue d'instituer une communauté des citoyens. Ainsi entendu, le projet civique est tout autant culturel que juridique et politique : il implique d'ancrer le principe abstrait et universel de la citoyenneté dans une culture commune, indispensable pour tisser des liens directs et affectifs entre nationaux, quelles que soient leurs origines. C'est donc la culture républicaine, incarnation historique de la raison civique, qu'il s'agit de protéger contre la prolifération des passions ethniques. Ce modèle d'intégration « à la française » s'est imposé dans les débats publics vers la fin des années 1980, porté par le front républicain qui s'est formé en réaction à la popularité grandissante du Front national ; il a ensuite été régulièrement brandi à l'occasion des controverses autour des symboles religieux, de la laïcité, des statistiques ethniques, de l'insécurité culturelle ; il a également été réinvesti dans une variante sociale par ceux qui reprochent au parti socialiste d'avoir abandonné les classes populaires au profit des minorités ou, pour reprendre une formule qui a fait florès, d'avoir préféré la diversité à l'égalité.

On ne peut que regretter qu'au fur et à mesure de ces débats, *l'idéal civique* associé à la République se soit progressivement figé dans une version dogmatique et autoritaire, hostile à toute critique adressée à ses propres manquements et obsédée par la seule défense de l'ordre républicain. L'appauvrissement de l'idéal républicain est d'autant plus regrettable du point de vue de la philosophie politique que celui-ci a connu un profond renouveau dans ce domaine, au cours des années 1990, sous l'impulsion des penseurs néo-républicains Quentin Skinner et Philip Pettit qui ont contribué à clarifier et à défendre sa portée démocratique. La grande contribution de ce courant philosophique a été de

mettre en évidence le caractère relationnel des valeurs fondatrices du républicanisme. S'inscrivant dans l'héritage du républicanisme de Machiavel, les néo-républicains définissent la liberté par l'absence de domination, par le fait d'être protégé contre l'arbitraire d'autrui. Ils en déduisent que la liberté républicaine est indissociable d'un sens aigu de l'égalité civique ; l'absence de domination suppose, pour être effective, une certaine qualité des rapports sociaux ; elle est conditionnée par des relations de reconnaissance mutuelle entre citoyens qui leur permet de se considérer comme des égaux, de se regarder droit dans les yeux. La liberté républicaine exige à ce titre une lutte politique résolue contre toutes les formes de domination sociale que subissent les minorités ; elle justifie que ces « classes de vulnérabilité » se mobilisent pour dénoncer les discriminations arbitraires auxquelles leurs membres sont exposés à cause des asymétries de pouvoir, notamment celles qui se manifestent dans les catégorisations de classe, de genre et de race. Enfin, la liberté et l'égalité républicaines appellent une forme spécifique de solidarité : dans la mesure où elles sont fondées sur l'idée que la non-domination constitue le véritable bien commun de la République, elles exigent de cultiver un imaginaire national suffisamment inclusif pour empêcher la relégation symbolique des citoyens assignés à leurs différences d'origine, de culture ou de religion.

Envisagés du point de vue néo-républicain, le danger qui menace la République vient donc moins de la conflictualité sociale liée au fait minoritaire que de l'incapacité du modèle républicain à la prendre en charge. Faute d'offrir aux minoritaires un espace de contestation au sein duquel ils puissent faire valoir leur désir légitime de ne pas être dominé, ce républicanisme dogmatique réduit au silence, attise les rancoeurs et provoque *in fine* la discorde civile. A l'inverse, il importe de prendre au sérieux la critique des promesses non tenues par l'intégration à la française, que cette critique soit portée par les groupes discriminés ou bien étayée par les travaux scientifiques qui lui apportent la caution des faits, si l'on aspire véritablement à renforcer les liens civiques. Parce que ces critiques sont motivées par le refus de l'arbitraire social, elles n'affaiblissent pas l'idéal républicain, elles réaffirment au contraire la dignité de sa valeur fondatrice. Loin de casser la République en deux, elles soulignent l'urgence qui s'impose aujourd'hui de refonder le pacte civique autour de l'engagement commun en faveur de la non-domination.